

La vaccination obligatoire et le code d' "éthique médicale" de Nuremberg de 1947

Traduction Deepl d'ici:

<https://dialectical-delinquents.com/covid1984-latest/33239-2/>

Récemment, à la télévision française, un homme qui critiquait la propagande visant à rendre le programme de vaccination obligatoire a mentionné le code de Nuremberg et a été immédiatement interpellé et empêché de parler par des journalistes ignorants qui lui ont demandé comment il osait comparer la situation actuelle avec les nazis. Ce dont ce type essayait de parler, c'était du Code de Nuremberg sur l'éthique médicale, datant de 1947, et non du procès des dirigeants nazis de 1945-46.

Quelques jours plus tard, sur la même chaîne, un journaliste et un économiste se sont déchaînés, suggérant que ceux qui n'ont pas été vaccinés ne devraient pas avoir les mêmes droits que ceux qui l'ont été, qu'ils devraient être séquestrés et même envoyés en prison. Pendant ce temps, le ministre français de la santé a menacé de contacter tous les médecins généralistes pour qu'ils lui fournissent une liste de tous leurs patients qui n'ont pas été vaccinés. Voilà pour le serment d'Hippocrate. Le virus de la vaccination a clairement dépassé les proportions d'une pandémie. Même un marxiste apparemment anti-étatisme – S.Artesian – en **est infecté et préconise la vaccination obligatoire**. Cela rend tous ceux qui sont infectés par le Vaccinationavirus encore plus mauvais que le Conseil de l'Europe qui, le 28 janvier dernier, a au moins déclaré qu'il ne devrait pas y avoir de discrimination sociale ou professionnelle contre ceux qui refusent les vaccins disponibles, bien que cela soit clairement en contradiction avec l'introduction du "pass sanitaire" français, de plus en plus utilisé pour des événements tels que des concerts ou d'autres rassemblements que cette société promeut sans cesse comme une source apparente de plaisir. Sous le règne de "*l'urgence sanitaire*", l'Etat développe manifestement un totalitarisme sans précédent, pas aussi grossier que le nazisme ou le stalinisme, mais envahissant des aspects de la vie que ces formes archaïques de contrôle social capitaliste n'avaient pas osé ou même pensé pouvoir envahir. Le résultat est plutôt un goulag de la capacité critique des gens, l'emprisonnement de leur capacité à penser et à agir par eux-mêmes, même de façon marginale, plutôt que des camps de concentration au sens propre. Ceux que l'État souhaite détruire, il les rend d'abord fous de confusion.

La plupart de ces développements sont en contradiction – du moins à un niveau superficiel – avec le Code de Nuremberg de 1947. Le tribunal établi en 1947 était américain, sans la participation des trois autres puissances qui avaient été partie prenante des premiers procès de Nuremberg en 1945. Auparavant, par exemple, dans la seconde moitié du XIXe siècle, des chercheurs hospitaliers de Lyon utilisaient sans état d'âme des orphelins abandonnés comme cobayes. Et en Indochine française, Alexandre Yersin, l'un des responsables de l'Institut Pasteur, a inoculé le bacille de la peste à des prisonniers cochinchinois. Il y a environ un an, deux hauts responsables de l'INSERM ont suggéré que

les vaccins soient expérimentés en Afrique sur des Africains. Ils ont dû retirer leurs commentaires quelques jours plus tard après des dénonciations de racisme, mais pas pour cause de contradiction avec le code de Nuremberg.

Ce code avait pour but d'interdire le type d'expériences médicales qui avaient eu lieu dans les camps nazis. Du moins les plus insoutenables, car nombre d'entre elles faisaient partie intégrante, depuis la fin du XVIIIe siècle au moins, de la médecine expérimentale, y compris sur le territoire des États-nations modernes, comme les États-Unis, et dans leurs colonies. Le code de Nuremberg présentait la médecine nazie comme l'infâme exception à la règle générale de l'éthique médicale, le fameux serment attribué à Hippocrate. Une falsification qui fait l'impasse sur la façon dont les défenseurs des adeptes du docteur Mengele [1] au procès ont parfois rappelé les expériences encore menées à l'époque aux États-Unis. Comme [l'étude Tuskegee](#), qui a permis à des dizaines de métayers noirs de mourir de la syphilis non traitée. Ils leur donnaient des choses comme des repas chauds, etc. en échange d'être des cobayes. Des choses similaires se produisent aujourd'hui dans des pays comme Israël : par exemple, les municipalités distribuent aux enfants des friandises telles que des glaces, des billets de cinéma, etc. avec des affiches, conçues pour donner l'impression que tout cela est amusant, les invitant et les encourageant à se faire vacciner.

Entre les années 1950 et 1970, au cours d'une épidémie d'hépatite, le Dr Saul Krugman a délibérément infecté des enfants en bonne santé de [l'école Willowbrook](#) pour les "retardés mentaux", à New York, avec le virus de l'hépatite, arguant "*qu'il était justifié d'inoculer le virus de l'hépatite aux enfants retardés de Willowbrook parce que la plupart d'entre eux contracteraient l'hépatite de toute façon*". De même, entre 1951 et 1974, le Dr Albert Kligman a soumis près d'un millier de détenus de la prison de Holmsburg, en Pennsylvanie, à des produits chimiques toxiques afin de voir comment la peau réagissait à ces produits. Il a déclaré : "*Tout ce que je voyais devant moi, c'était des hectares de peau... C'était comme un fermier voyant un champ fertile pour la première fois.*" Un exemple de l'objectivité de la science bourgeoise : elle voit les gens comme des objets, comme de simples hectares de peau, comme des choses. Le fait est que les gens ne sont pas des choses. Et quiconque a un peu de bon sens voit que le programme de vaccination actuel est similaire à ces formes précédentes de fonctionnalisation des personnes, et que ses méthodes et sa mentalité de "*taille unique*" / "*une taille pour tous*" sont totalement et dangereusement indifférentes aux différences, qu'en tant que cobayes, ils sont simplement utilisés comme un moyen pour atteindre une fin totalement hors de leur contrôle, au profit du capital. Et l'acceptation de cette logique rend les individus incapables de voir, ou même de vouloir voir, si la vaccination est pertinente pour eux ou non, et encore moins capables de s'informer des risques et/ou des bénéfices potentiels.

Le Code de Nuremberg stipule que "*certain types d'expériences médicales sur des êtres humains, lorsqu'elles s'inscrivent dans des limites raisonnablement bien définies, sont conformes à l'éthique de la profession médicale en général*". Les juges ont justifié leur position "*en se fondant sur le fait que de telles expériences produisent des résultats pour le bien de la société, qui sont impossibles à obtenir par d'autres méthodes ou moyens d'étude*" [ii]. En outre, le code précisait que ces règles déontologiques ne s'appliquaient qu'au "*territoire des États concernés*". Cela revenait à autoriser lesdits États à continuer d'utiliser les territoires qu'ils contrôlaient dans le monde, à commencer par leurs colonies, comme champs d'expérimentation médicale.

A partir de telles règles de morale commerciale, il ne restait plus qu'à quantifier, au plus près, le degré de souffrance acceptable et accepté au nom du *“progrès de la condition humaine”*. C'est pourquoi les juges ont accepté l'idée même d'une expérimentation humaine hiérarchisée, sans parler de l'expérimentation animale qui ne pose évidemment aucun problème de conscience. Ils ont énoncé *“les principes fondamentaux”* à respecter *” pour répondre aux notions morales, éthiques et juridiques “*, à savoir : *“L'expérience doit être fondée sur le consentement volontaire et éclairé du sujet humain” ... “L'expérience doit être conduite de manière à éviter toute souffrance inutile et tout dommage physique et mental” ... “Le niveau des risques à prendre ne doit jamais dépasser celui de l'importance humanitaire du problème que l'expérience doit résoudre”*, etc. Étant donné que la notion d'*“importance humanitaire”* dans le contexte de la pratique médicale conventionnelle, et conventionnellement non critique, est celle de l'État et du capital, le Code de Nuremberg a laissé la porte ouverte à de nombreuses expériences, dans les laboratoires et ailleurs, menées par les wo/men en blouse blanche et de facto contraires aux tables de la loi bioéthique qui étaient censées les sanctionner. Comme le déclarait Guy Vallancien, professeur à l'Université Descartes, Paris, et membre de la Société de médecine prédictive et personnalisée, lors d'un congrès en 2016, à Montpellier : *“L'éthique n'est que le miroir de l'évolution d'une société, elle vient après, elle n'est pas le fer de lance. Si on la mettait devant la science froide et amoral, on arrêterait tout.”*

Par ailleurs, la notion de *“consentement éclairé et volontaire du sujet”*, posée en termes de formalisme juridique, élude de facto celle du contenu. D'abord, même si les tests ont été, et restent, réalisés par des expérimentateurs qui en soulignent le caractère incertain et même parfois dangereux, comment des cobayes humains peuvent-ils en saisir les nuances, les modalités et les conséquences ? Ils ne peuvent le faire qu'en termes vagues et probabilistes. En définitive, la plupart des gens, dépourvus de toute connaissance complexe, ne peuvent que prendre au mot le savoir médical. Car là où il y a de prétendus sujets, il y a aussi des maîtres. Les conventions qui ont suivi Nuremberg, comme celle d'Helsinki en 1964, n'ont fait qu'affiner encore le Code et ont insisté, au niveau formel, sur la prise en compte des *“exceptions”*, notamment celles concernant le *“consentement volontaire”* en introduisant l'idée que l'expérience pouvait être acceptée par les responsables légaux des cobayes humains, comme les mineurs, malades ou non, ou les personnes incapables de prendre des décisions pour elles-mêmes [iii] ! [On constate à l'époque actuelle que l'on passe de l'utilisation comme cobayes des personnes en marge ou en bas de la hiérarchie de la société *“correcte”* (orphelins, prostituées, handicapés mentaux, prisonniers, etc). [iv]C'est un progrès !

Il est clair que la peur de mourir, parfois pour des personnes en sursis, joue souvent le rôle de facteur décisif dans l'acceptation des propositions des expérimentateurs et des règles de bioéthique censées encadrer leurs actions. Et ce, dans la situation actuelle, malgré les risques que le vaccin accélère la mort de personnes à l'espérance de vie réduite, ce dont les médias dominants ne parlent guère [v]. *“De toutes les passions, la peur est celle qui assure le plus la soumission aux lois”*, comme l'affirmait Thomas Hobbes dans le Léviathan [vi]. Dans des circonstances normales, antérieures à la période covide, les individus testés par les laboratoires sont, en règle générale, rémunérés, ce qui en France est légal, du moins en dehors du cadre hospitalier. Ce qui explique qu'ils soient issus des couches les plus pauvres de la population. À l'époque actuelle du Covid, personne n'est payé – le monde est un laboratoire sans risque et sans coût pour les sociétés pharmaceutiques (les différents États, plutôt que les sociétés elles-mêmes, couvrent tout coût potentiel de compensation légale pour les *“effets indésirables”* tels que la

mort, bien que des preuves non scientifiques et purement anecdotiques suggèrent que la compensation pour la mort n'a pas été une véritable compensation pour la victime).

Certains aspects de tout cela apparaissent très clairement dans le programme de vaccination actuel, pour lequel la troisième phase de l'essai n'a pas été limitée à, disons, 30 000 volontaires, mais a été étendue au monde entier. En fait, la troisième phase ne se termine officiellement qu'en 2022 pour certains vaccins et en 2023 pour d'autres. De plus, en allongeant l'intervalle entre la première et la deuxième dose de 3 semaines à 3 mois, et en autorisant des vaccins différents pour la deuxième dose de la première (par exemple Moderna pour la première, Pfizer pour la deuxième), les autorités utilisent le monde comme leur laboratoire d'une manière qui va même à l'encontre d'un protocole scientifique déjà suspect. Et Pfizer est également allé à l'encontre de son propre protocole en administrant le vaccin à des enfants psychologiquement vulnérables.

La notion de "consentement éclairé" est désormais une plaisanterie de mauvais goût : 99,9% des informations sont celles que l'État et le capital autorisent. C'est d'autant plus vrai avec la censure rampante actuelle sur Facebook [vii], [Youtube](#), [Vimeo](#) et ailleurs. Et le reste du 0,1% **est automatiquement parodié comme "théorie du complot" ou "anti-vaxxer"**, qu'il rentre ou non dans ces catégories.

Ce texte dit que "Notre Ministre de la Santé, dans une lettre au président du CNOM, décharge les médecins de bien informer les patients des risques de la vaccination. **Je le cite** : « **La responsabilité des médecins ne pourra être engagée au motif qu'ils auraient délivré une information insuffisante aux patients sur les effets indésirables méconnus à la date de vaccination** ». Que penser de la connaissance des médecins sur le sujet, quand ils n'ont droit qu'à une seule source d'information, l'officielle, toute autre étant méchamment vilipendée ou censurée. L'information officielle ? Celle des seuls laboratoires déjà multi condamnés pour avoir caché leurs effets secondaires dans d'autres affaires. De plus, l'information est édulcorée par les autorités. Un exemple : l'ARN messenger reste dans le muscle deltoïde, dixit l'[Inserm](#) et les autorités. **Qu'ont écrit Pfizer et Moderna** dans leurs études que les autorités ont occultés ? « **Nous avons retrouvé nos billes dans tous les organes, y compris reproducteurs** ». Alors, bien « éclairé » le consentement ? Quand un vaccinateur dit aux patients que les vaccins sont sans risques, fabriqués comme les autres à partir de virus atténués, le responsable qui doit éclairer les autres est-il lui-même bien éclairé ?

Notre Ministre, le même, vient de menacer les soignants dans les ehpad de rendre leur vaccination obligatoire s'ils ne se vaccinaient pas plus. Dans le « consentement éclairé », il y a le mot « consentement ». Qu'est-ce qu'un consentement sous la menace, sous un chantage ? Est-ce un consentement ? De plus quelle justification scientifique et médicale à ce chantage quand 90% des pensionnaires sont vaccinés, donc protégés ? (Rappelons que le vaccin est efficace à 98%...)

Sommes-nous dans l'esprit du [code de Nuremberg](#) ? Il précise dans son premier article que : « Le consentement volontaire du sujet humain est absolument essentiel. Cela veut dire que la personne concernée doit avoir la capacité légale de consentir ; qu'elle **doit être placée en situation d'exercer un libre choix**, sans intervention de quelque élément de force, de fraude, de contrainte, de supercherie, **de duperie ou d'autres formes surnoisées de contrainte ou de coercition** «.

Toujours dans sa lettre évoquée plus haut, le Ministre parle de l'indemnisation des victimes du vaccin anti-covid. Habituellement, c'est le laboratoire qui est responsable des conséquences de ce qu'il commercialise, il fait donc attention avant de lancer son produit sur le marché. Ici, l'Etat a passé contrat avec les laboratoires, en « prenant à sa charge » la responsabilité et l'indemnisation des éventuelles conséquences. Les laboratoires ont donc moins de précautions à respecter, leur portefeuille n'en souffrira pas en cas d'insuffisances. Ils ont déjà été condamnés à des milliards d'euros d'amendes ces dernières années, pour avoir caché des informations et des défauts, ce qui n'empêche pas nos autorités, non seulement de leur faire confiance les yeux fermés, mais en plus de les décharger de leurs responsabilités.”

Une partie de cet article est tirée de “Des souris et des gènes” d'André Dréan, mais la formulation est entièrement de moi.

PS

En Galice, en Espagne, les vaccins sont devenus obligatoires, avec des amendes pouvant aller jusqu'à 60 000 euros en cas de non-respect. Plus d'informations [ici](#).

Et l'Indonésie a menacé d'un an de prison et d'une amende de 7 000 dollars ceux qui ne se feraient pas vacciner.

Traduction Google :

” Alors que dans la plupart des pays du monde, le critère pour recevoir les vaccins corona est la vieillesse ou les maladies de fond, en Indonésie, ces jours-ci, la situation est inverse. Cet immense pays, qui compte 267 millions d'habitants sur un vaste territoire composé de milliers d'îles, a décidé que l'un des premiers groupes à se faire vacciner serait... toute personne âgée de 18 à 59 ans. Le raisonnement qui sous-tend cette approche est que ce groupe est le “moteur” de la peste corona – de nombreux patients asymptomatiques, qui ont de multiples connexions sociales ... 36 000 résidents sont morts jusqu'à présent dans l'épidémie en Indonésie, sur 1,3 million de résidents infectés par Corona. Comme en Europe, en Indonésie, la deuxième vague enregistrée en décembre-janvier était beaucoup plus importante que celle enregistrée au début de l'épidémie, mais la morbidité a diminué ces dernières semaines. L'Indonésie a acquis la plupart de ses vaccins auprès de la Chine, qui a été le premier pays à développer un vaccin contre le corona, bien que son utilisation n'ait pas encore été approuvée par les autorités médicales occidentales. Le vaccin a été développé par SinoVac et est largement utilisé en Chine même. La campagne de vaccination en Indonésie a débuté le 13 janvier et vise depuis lors à vacciner environ 1,3 million de professionnels de la santé ainsi qu'un groupe de policiers, de fonctionnaires, d'enseignants, de sportifs, de journalistes et autres (estimés à 17 millions de personnes). Tout le monde recevra le vaccin gratuitement, subventionné par les autorités. Mais l'une des différences notables par rapport à d'autres pays est que le vaccin est défini comme “obligatoire”, même si l'on ne sait pas encore quelles sanctions seront imposées à ceux qui ne se font pas vacciner. Un ministre du gouvernement a déclaré que la peine fixée par la loi pour ceux qui ne se font pas vacciner est un an de prison et une amende de 7 000 dollars, mais le gouvernement doit encore proposer le vaccin en quantité suffisante pour s'assurer que les habitants ont la possibilité de se faire vacciner. Amnesty International a critiqué les déclarations du gouvernement, affirmant que la vaccination était “contraire aux droits de l'homme”. ... il est possible que, dans les semaines à venir,

les jeunes et les adultes sans maladie de fond commencent également à recevoir les vaccins. Ce groupe compte environ 150 millions de personnes, et le pays espère mettre fin à leur vaccination d'ici à la fin de 2021. Vacciner d'abord ceux qui sont importants pour l'économie... Selon les critiques, le gouvernement a décidé d'agir ainsi pour tenter de préserver l'économie en vaccinant d'abord les travailleurs en âge de travailler, les plus efficaces.”

Les extraits suivants, tirés d'un article rédigé par K, sont également pertinents dans le contexte d'une critique de la séparation entre l'éthique et la science, même s'il ne s'agit pas de la science médicale :

“À la fin des années 1800, la baisse de la fertilité des sols en Europe a motivé à la fois la recherche scientifique et l'accaparement des terres par les impérialistes. La recherche d'un moyen de fixer chimiquement l'azote atmosphérique, principal composant de ce qui allait devenir un engrais à base d'ammoniac, était le Saint Graal de la chimie moderne. Le procédé qui a permis de sortir de l'impasse, et qui est toujours utilisé aujourd'hui, a été baptisé procédé Haber-Bosch, du nom des deux hommes qui l'ont créé et perfectionné. Le premier, Fritz Haber, a inventé la méthode en laboratoire et le second, Carl Bosch, a été chargé de sa mise au point à l'échelle industrielle. Les deux hommes étaient des employés de l'entreprise chimique allemande Badische Anilin und Soda Fabrik, ou BASF.

Au cours des deux premières années de la guerre plus longue que prévu avec la France et la Russie, la Deutsches Heer avait désespérément besoin de nourriture et de munitions en raison du blocus naval des ports allemands par l'Entente. En augmentant la productivité de l'agriculture allemande et en fournissant une source immédiate d'acide nitrique utilisé dans les explosifs, le procédé Haber-Bosch a répondu à ces deux besoins et a considérablement prolongé la guerre. En 1932, Carl Bosch déclarait : “Je me suis souvent demandé s'il n'aurait pas été préférable que nous ne réussissions pas. La guerre se serait peut-être terminée plus tôt, avec moins de misère et dans de meilleures conditions. Messieurs, toutes ces questions sont inutiles. On ne peut pas arrêter les progrès de la science et de la technologie” (Hayes 356). Non seulement le travail de Bosch a été directement responsable du nombre massif de morts, de la génération des traumatisés et des amputés qui ont résulté de la première guerre, mais pour Bosch, ces résultats étaient d'une importance secondaire par rapport au progrès de la technologie. Les motivations et les intentions de Bosch peuvent être décrites uniquement en termes de développement scientifique, d'efficacité industrielle et commerciale et d'efficacité de gestion. ...

La complicité de Bosch dans l'horreur de la guerre ne s'arrête pas là. Grâce à son succès dans la synthèse de l'ammoniac, Bosch est promu président de BASF. Ses ambitions au service du progrès le conduiront à jouer un rôle déterminant dans la création de la première itération mondiale du complexe militaro-industriel et de la plus grande entreprise chimique de l'époque, le conglomérat allemand IG Farben. Sous la direction de Bosch, IG Farben a développé l'hydrogénation du charbon, un procédé chimique de synthèse de l'essence similaire à la synthèse de l'ammoniac, ainsi que les moyens de produire du caoutchouc synthétique. ...

Avant l'armement de la machine de guerre allemande, avant la planification industrielle des occupations en Ukraine et en France, avant le développement, la production et la vente du Zyklon B à la Schutzstaffel ou la construction d'une usine de caoutchouc synthétique à côté d'Auschwitz, les cadres d'IG Farben, Carl Bosch et son protégé Carl Krauch, étaient intimement familiarisés avec la

mort et la destruction. En 1921, l'explosion de l'usine chimique BASF/IG Farben à Oppau a fait 561 morts, 2000 blessés et 7000 sans-abri (Hayes 358). Sous la direction de Krauch, l'usine a retrouvé sa pleine capacité de production en trois mois. Cette insensibilité préfigurative aux coûts humains de l'industrie n'est rien en comparaison du massacre efficace de l'holocauste. De plus, après l'incident d'Oppau, il n'y a pas eu d'équivalent des procès de Nuremberg pour attribuer les responsabilités et pendre les jugés. Et pourtant, ce dommage collatéral du progrès, plus acceptable socialement, met en évidence la vacuité morale des justifications de Bosch, précisément parce qu'il est inhérent à la production industrielle. Si le progrès ne peut être arrêté, alors la pile de cadavres qui le précède et le suit ne doit pas être prise en compte.

Après la fin de la seconde guerre, IG Farben a été divisé en ses parties constituantes, dont BASF et son équivalent pharmaceutique, Bayer [viii]. Le centre mondial de la synthèse de l'ammoniac s'est déplacé de l'Allemagne vers une ancienne filiale forcée d'IG Farben, la société norvégienne et concurrente de BASF, Norsk Hydro. Aujourd'hui, Norsk Hydro est connue dans le monde entier sous le nom de YARA et ses activités en Amérique du Nord produisent plus d'ammoniac synthétique que toute autre entreprise sur la planète. Bayer, l'ancien fabricant d'armes chimiques, distributeur d'héroïne et cofondateur d'IG Farben, possède actuellement Monsanto et est l'une des plus grandes entreprises pharmaceutiques et agroalimentaires du monde. L'héritage scientifique, industriel et même commercial du processus Haber-Bosch est toujours présent.

Alors que certains chercheurs soutiennent qu'il est impossible de nourrir la population mondiale actuelle et future sans la synthèse chimique de l'ammoniac (Smil), d'autres mettent en garde contre ses effets néfastes cumulés qui contribuent à la crise existentielle d'une économie et d'un mode de vie basés sur l'industrie et la pétrochimie. La concentration continue d'azote dans nos sols et nos eaux crée des conditions toxiques et abiotiques, et la libération d'oxyde nitreux par la dénitrification de l'ammoniac contribue à l'effet de serre (Duke), sans parler du dioxyde de carbone produit pendant le processus de synthèse. En outre, l'application inadéquate de l'ammoniac anhydre, une forme courante d'engrais ammoniacal, peut entraîner une évaporation qui accroît la pollution, la destruction des semences, la formation d'ampoules sur la peau et la détérioration des tissus pulmonaires. À la lumière de ces faits, même l'augmentation de la production alimentaire associée au travail de Bosch ne peut être jugée historiquement neutre. Nous avons ici un autre résultat, dont le poids enterre les intentions de ses auteurs et piège nos imaginations entre une famine de masse et un effondrement environnemental inévitable. Une dissection des arguments autour des faux choix de l'agriculture industrielle basée sur la pétrochimie est le sujet de son propre essai, mais le rôle partisan des propagandistes des entreprises dans la conversation publique est central à celui-ci.

...Monsanto se présente, non pas comme un annonceur complice de la fin du monde, mais comme une source de nourriture vivifiante dont les produits sont nécessaires dans un monde où la population humaine ne cesse de croître. Contrairement à cette présentation de relations publiques, en 2019, Monsanto a été poursuivie devant un tribunal civil pour, entre autres, avoir manipulé le processus de publication scientifique, s'être entendue avec les régulateurs gouvernementaux et avoir infiltré les médias. Dans un incident qui rappelle la tristement célèbre subversion du mouvement suffragiste par Bernays avec son coup médiatique des "torches de la liberté" (Century), Monsanto a payé de faux reporters pour qu'ils diffusent des informations erronées aux vrais reporters et enrôlent ainsi des médias

légitimes dans leur guerre de propagande (Gillam). Peu importe que les produits Monsanto, tout comme les cigarettes, provoquent le cancer. ... une recherche scientifique qui a permis la guerre et le génocide au siècle dernier menace la base même de la vie au siècle prochain.

Les procès de Nuremberg n'ont finalement pas condamné les dirigeants allemands d'IG Farben pour leur rôle dans l'holocauste. Les quantités massives de particules inodores commercialisées comme pesticides et vendues à la bureaucratie nazie étaient insuffisantes pour justifier une pendaison (Jessbenger). L'utilisation supposée de ce pesticide était le maintien des ghettos juifs dans des conditions d'exiguïté. À Nuremberg, cette intention a été jugée comme moins intrinsèque au résultat du processus génocidaire que le gazage lui-même. Il semblerait que les auteurs de la justice militaire alliée aient été d'accord avec Bernays, sans surprise, plus qu'avec Marx. Dans une autre contorsion notable de l'histoire, le brevet du Zyklon B était détenu par la Deutsche Gesellschaft für Schädlingsbekämpfung mbH ("Société allemande de lutte contre les parasites"), ou Degesch en abrégé. Degesch étant contrôlée par IG Farben et sa société mère Degussa, qui était à son tour présidée par nul autre que le lauréat du prix Nobel et juif nationaliste allemand, Fritz Haber. Haber a notoirement tenté de créer de l'or à partir d'eau de mer afin de payer les réparations allemandes de la première guerre. Cette alchimie moderne s'est avérée être une proposition irréalisable, dont l'improbabilité est tempérée par le succès tout aussi ambitieux de Haber dans la création d'explosifs à partir de rien. L'ancien collaborateur de Haber, Carl Bosch, échappa complètement au jugement des tribunaux, mourant dans l'obscurité de l'alcoolisme et d'une mauvaise santé en 1940. L'un des contemporains de Bosch et membre du conseil d'administration d'IG Farben, Fritz ter Meer (https://en.wikipedia.org/wiki/Fritz_ter_Meer), membre du parti NSDP, fut condamné à seulement sept ans d'emprisonnement et fut réélu président de Bayer à sa libération.

Nuremberg a soulevé la question de la responsabilité individuelle pour les crimes sociaux et ses réponses utilitaires ont favorisé des personnes comme Meer et Wernher von Braun de la NASA. Un grand nombre de ses procès se sont soldés par des acquittements et des peines d'une brièveté choquante. La montée de l'autoritarisme, la dislocation massive, la faim, la maladie et les conflits mondiaux suggérés par notre absence de réaction à la dégradation et à l'effondrement de notre biosphère constituent un parallèle qui rejoint les tragédies épiques des guerres mondiales en termes d'échelle, sinon en termes de jugement historique. Les générations futures convoqueront-elles leurs propres tribunaux ? Trouveront-elles une utilité aux technocrates et aux organisateurs de la mort industrielle ? Ou décideront-elles d'arrêter définitivement notre marche régulière vers le bord d'une falaise ? Seul le temps nous le dira, mais l'isolement de l'intention par rapport au résultat démontré par les générations précédentes a certainement atteint sa date d'expiration en tant que mesure utile de la responsabilité et de la valeur. En effet, l'examen critique de ce que nous produisons et de la manière dont nous le produisons est une tâche à entreprendre de toute urgence."

<https://dialectical-delinquents.com/textes-francais/la-vaccination-obligatoire-et-le-code-dethique-medicale-de-nuremberg-de-1947/>

i En janvier 1937, la même année où il adhéra au parti nazi, Mengele rejoignit l'Institut de biologie héréditaire et d'hygiène raciale de Francfort, où il travailla pour le Dr Otmar Freiherr von Verschuer, un généticien allemand particulièrement intéressé par la recherche sur les jumeaux. Mengele s'est concentré sur les facteurs génétiques qui entraînent une fente labiale et palatine, ou une fente du menton. Sa thèse sur le sujet lui a valu un doctorat en médecine cum laude (MD) de l'université de Francfort en 1938, l'année même où il a rejoint les SS. On pense généralement, dans le monde scientifique, que les travaux publiés par Mengele étaient conformes au courant scientifique dominant de l'époque et qu'ils auraient probablement été considérés comme des efforts scientifiques valables même en dehors de l'Allemagne nazie. Pourquoi mentionner cela ? Parce qu'il y a des gens qui pensent que l'exactitude et les articles fondés sur des preuves correctes sont les critères essentiels pour juger la science, et que les utilisations pratiques de ces idées sont quelque chose de distinct.

ii Ils affirmaient ici l'idéologie classique de l'utilitarisme benthamite, prenant pour critère de moralité et de législation "le bonheur du plus grand nombre", même si cela signifie, en cas de "nécessité", le malheur infligé au "plus petit nombre possible". Il prétendait pouvoir calculer le rapport entre les joies et les peines du point de vue des statisticiens (comme Petty), la combinaison des intérêts individuels aboutissant à l'intérêt commun de la société, et donc à celui de l'État.

iii Par exemple, les expériences actuelles de thérapie par cellules souches sur les tout-petits, ou les expériences présentées comme leurs préalables, avec les risques parfois énormes qu'elles comportent, sont tolérées et même encouragées dans le cadre d'un tel code.

iv Il convient de souligner que des catégories arbitraires de la population – et pas seulement celles qui se trouvent au bas de l'échelle – ont parfois fait l'objet d'expérimentations en secret, mais pas à une telle échelle, ni ouvertement et publiquement. Bien qu'elle ne soit pas du tout directement liée à la science médicale, **L'opération LAC**, menée dans les années 1950, a consisté pour l'armée américaine à pulvériser des zones entières des États-Unis (et même de la Grande-Bretagne) avec du sulfure de zinc et de cadmium, dont l'exposition à long terme ou répétée a des effets nocifs sur les reins, les os et les voies respiratoires, entraînant une déficience rénale, l'ostéoporose et une inflammation chronique des voies respiratoires. Cette opération a été réalisée pour tester les modes de dispersion et la portée géographique des armes chimiques ou biologiques. Des moyens et des fins en parfaite harmonie !

v <https://www.bmj.com/content/373/bmj.n1372> *“Les personnes ayant une espérance de vie très courte ont peu à gagner à être vaccinées..., notant un risque réel que le moment du décès soit avancé et qu'elles subissent des réactions indésirables au vaccin dans les derniers jours de leur vie. Les avantages de la vaccination pour les personnes très fragiles ayant une espérance de vie très courte doivent donc être soigneusement évalués par rapport aux risques associés, et il peut souvent être préférable de ne pas vacciner”*. Malgré cela, il semble que la partie du code de Nuremberg qui stipule que *“des préparations appropriées doivent être faites et des installations adéquates doivent être fournies pour protéger le sujet expérimental contre toute possibilité, même lointaine, de blessure, d'invalidité ou de mort”* soit le plus souvent ignorée.

vi Leviathan , publié en 1651, l'année où les tendances radicales (auxquelles Hobbes était totalement hostile) de la guerre civile anglaise ont été écrasées. Hobbes y définit les bases de la souveraineté de l'État moderne, né de la contre-révolution.

vii Concernant la censure de toute mention des effets secondaires sur Facebook, la censure n'est pas seulement une suppression pure et simple, mais pour chaque mention de tout ce qui est lié à la couronne, ils ajoutent une bannière avec une "recommandation" sur laquelle vous pouvez appuyer et qui mène aux sources officielles. En outre, pour les messages ou les liens plus "controversés" partagés – pour certains seulement lorsque vous essayez vous-même de "partager" ce message controversé – ils ajoutent un avertissement qui vous dit quelque chose comme "cette information pourrait être trompeuse ou contredire le consensus scientifique concernant Covid19, êtes-vous sûr de vouloir continuer ?" et on vous propose alors soit de continuer, soit d'appuyer sur l'autre bouton qui vous mène aux sources officielles ou aux "vérificateurs de faits". Aujourd'hui par exemple, cela s'est produit lorsque j'ai essayé de partager le post d'un type sur les effets secondaires des vaccins, dans lequel il discute et

montre des données tirées directement et uniquement du site du CDC, en fournissant la source...

Quelque chose de similaire m'est arrivé lorsque j'ai partagé un article du Lancet : cette colonne d'opinion affirmant qu'il s'agit d'une syndémie et non d'une pandémie (c'est-à-dire que le virus est dangereux principalement pour les personnes les plus touchées par notre mode de vie actuel). Donc, vous n'êtes même pas censé parler de ce dont ils parlent eux-mêmes. Rien que de l'autorité.

viii Bayer est maintenant impliqué dans le programme de vaccination Covid, mais avec une société relativement inconnue – CureVac. Référence : <https://media.bayer.com/baynews/baynews.nsf/id/CureVac-and-Bayer-join-forces-on-COVID-19-vaccine-candidate-CVnCoV>